



CR Audience des Lycéen·nes en Préfecture,

mardi 6/10/2026



A la demande de la FSU et de la CGT, les lycéen·nes ont été enfin reçu·es en préfecture, après qu'elles et ils aient attendu jeudi dernier en vain deux heures sous la pluie une audience qui leur avait été promise.

La manifestation lycéenne valentinoise, encadrée par les syndicats et des parents d'élèves a réuni un peu plus de 1000 personnes dans le calme. La préfète s'en est réjoui ainsi que d'être parvenu à construire un espace de discussion, puis elle a donné la parole aux lycéen·nes de la délégation. Elles et ils ont été accompagné·es de 4 délégué·es syndicaux, FSU (SNES-FSU) et CGT (Educ'action). Douze lycées (Algoud-Laffemas, Amblard, Loubet, Montesquieu, Montplaisir, Vernet, Victor-Hugo (Valence), 3 Sources (Bourg-lès-Valence), Bouvet, Dauphiné, Triboulet, (Romans), Laurens (Saint Vallier) étaient représentées, et plusieurs étudiant·es (Beaux-Arts et UGA Latour-Maubourg) faisaient partie de la délégation.

La liste de doléances a pu être constituée, et de très nombreux problèmes listés ont montré comment le sentiment d'être méprisé se transforme petit à petit en colère, tant ces problèmes sont anciens : bâti scolaire inadapté au changement climatique, au chaud comme au froid, avec des établissements où il pleut et neige dans le bâtiment ; bâtiments envahis par la moisissure, rendant l'air irrespirable ; ascenseur en panne ; trous dans l'emploi du temps avec une amplitude horaire très grande accentuée par le manque de bus en zone rurale ; manque de gymnases ; manque de toilettes et de serviettes hygiéniques ; manque de professeurs, effectifs surchargés qui se heurtent à un nombre de chaises insuffisant dans les classes ; Parcoursup a été évoqué pour ses effets destructeurs sur la santé mentale des jeunes ainsi que pour les inégalités de traitement qu'il produit ; manque d'infirmières, de PsyEN et d'assistant·es social·es, pourtant si nécessaires pour les élèves handicapés ainsi que pour faciliter le dialogue sur les questions LGBTQI+ ; manque de matériel dans les ateliers ; manuels scolaires non renouvelés et non actualisés ; inégalités sociales entre élèves, accentuées par les problèmes de cantine (prix, qualité, vers dans la nourriture, absence de menu végétarien qui se traduit par du gaspillage) ; revalorisation du métier d'enseignant dont la santé mentale est affectée également par les difficultés énoncées. Des situations de harcèlement ont été évoquées. La santé mentale des adultes est également affectée par la situation. Enfin, les violences policières subies par les lycéens et les passants ont été évoquées : gazage massif en ville, tirs de LBD, usage de grenades. La préfète a alors essayé de faire taire les lycéen·nes sur ce sujet. La FSU est intervenue pour témoigner de la véracité des propos rapportés par les élèves en mentionnant qu'il n'y avait eu ni discernement ni proportion dans l'usage de la violence.

A l'issue de cette liste à la Prévert qui se construisait en résonance des interventions des différents lycées, la préfète a donné la parole à la DASEN qui avait préparé sa copie : celle-ci a proposé aux lycéen·nes de conserver ce lieu de dialogue de manière régulière, et de convoquer une première assemblée lundi 12 octobre à 14h30. Une sorte de Conseil Départemental de la Vie Lycéenne, instance expérimentale pour permettre aux élèves d'exprimer leurs besoins locaux dont nous dénonçons la composition : en effet, il sera composé des membres de la délégation reçue ce jour, ce que nous approuvons, avec un souci de parité, complété des autres lycées non mobilisés ce jour ou non présents à Valence, y compris de l'enseignement privé, mais le ratio d'inspecteurs, de chefs d'établissements, de conseillers techniques est disproportionné par rapport à la représentation des syndicats de l'éducation nationale et des lycéen·nes.

La FSU est alors intervenue pour rappeler que les revendications des élèves trouvaient une explication dans la mise en œuvre brutale des réformes Blanquer et Parcoursup, qui ont fait exploser les classes et les emplois du temps, dégradant les conditions de travail et d'apprentissage des élèves, et dénonçant le processus de démassification scolaire actuellement en œuvre, rendue possible par Parcoursup. Le Parcours en Y en section professionnelle a également été décrié. Parmi ces réformes, l'absurdité du PACTE a été dénoncée par une élève qui a pris l'exemple d'un professeur effectuant 14h d'anglais par semaine dans une même classe en remplacements de courte durée. D'autres élèves se sont vu imposer des choix d'orientation, car la spécialité souhaitée n'est pas enseignée dans leur lycée, voire des changements de spécialité en cours de parcours.

La délégation FSU a rappelé que si les autorités avaient accepté la discussion plus tôt, cela aurait évité bien des larmes, faisant référence à la fois à la grenade qui a arraché la main de Maël et aux lacrymogènes utilisés de manière massive et sans discernement. L'absence de proportion dans l'usage de la force en particulier jeudi et vendredi a également été dénoncée.

Enfin, *last but not least*, la FSU a rappelé que la question du budget de l'Etat est centrale. En effet, la proposition d'instance pourra sans doute permettre de résoudre les problèmes mineurs à l'échelle locale, mais il ne faut pas oublier que de nombreuses difficultés mise au jour par les élèves ont avant tout une cause structurelle, à l'échelle nationale : c'est la première fois depuis 1945 que le budget de l'Education baisse pour atteindre un niveau inférieur à celui de la Défense. Nous avons obtenu de la préfète et de la DASEN qu'elles s'engagent à bien vouloir transmettre cette demande d'abonder le budget de l'Education nationale dans le budget 2027, mais il a tant fallu arracher cette promesse qu'il paraît douteux que la conviction nécessaire pour obtenir ces avancées du gouvernement les habite suffisamment.

Peut-être que les lycéens devront maintenir la pression, de façon pacifique, dans des sittings, ou en transformant le dispositif de discussion proposé par le ministre en Assemblée générale qui ne soient pas chapeautées par l'administration. Car ce que disent finalement les élèves aujourd'hui, c'est qu'il faut supprimer les effets des réformes Blanquer, donc supprimer ces réformes qui ont été mises en œuvre contre l'avis du Conseil Supérieur de l'Education. (Réforme du lycée, du lycée pro, parcours Y, Parcoursup), et ouvrir des postes d'enseignants titulaires, remplacer les enseignants plus vite, revaloriser le métier, donc le point d'indice pour rendre de nouveau ce métier attractif.

Nous espérons vivement que les espoirs de la jeunesse ne seront pas déçus, une fois de plus.